

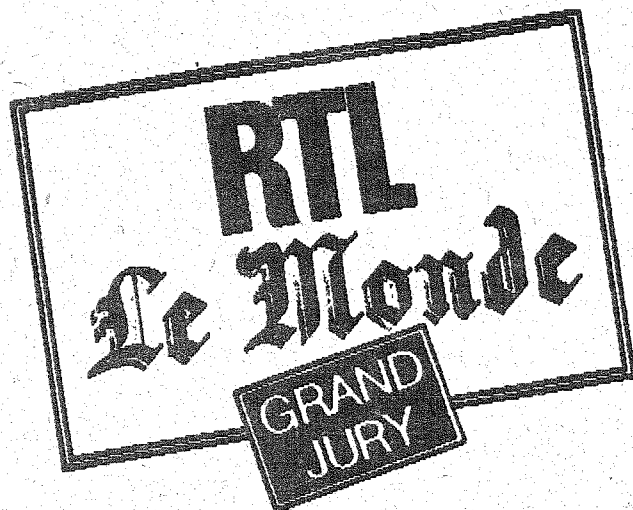
SERVICE DE PRESSE

RTL

PI 1250
720 44 44

DIMANCHE 3 FEVRIER 1985

18H15 - 19H30



Invité : JACQUES DELORS

Président de la Commission des Communautés Européennes

GRAND JURY composé de Jean-Yves HOLLINGER et Olivier MAZEROLLE pour RTL

Bruno DETHOMAS et Philippe LEMAITRE pour LE MONDE

Présentation : Alexandre BALOUD

EN DIRECT DE BRUXELLES

TEXTE INTEGRAL

Alexandre BALOUD. - Monsieur Delors, bonsoir. Vous voici donc président de la Commission économique européenne, c'est-à-dire en quelque sorte - on vous a appelé ainsi - premier ministre de ce que l'on pourrait appeler "le gouvernement de l'Europe", même si les pouvoirs de la Commission, pour réels qu'ils soient, sont moins étendus que ceux des gouvernements nationaux qui seront désormais vos interlocuteurs. En fait, poser le problème des pouvoirs de la Commission, c'est se poser la question du renforcement des processus de décision communautaire, mais c'est au-delà poser le problème des institutions européennes, de leur dynamisme ou de leur pesanteur. Sont-elles suffisantes ou faut-il les faire bouger pour accélérer l'intégration européenne ? Ce sont naturellement des questions que nous vous poserons. Nous parlerons de ces institutions dans la première partie de ce Grand Jury.

Mais c'est avec ces institutions-là qu'il va falloir aussi régler un certain nombre de problèmes urgents - budget 1985, élargissement, prix agricoles, etc - et c'est également avec ces institutions-là qu'il va falloir pousser l'Europe monétaire, économique, industrielle, sociale, où il y a encore beaucoup à faire.

Trois grands chapitres donc à ce Grand Jury : les institutions européennes, les dossiers d'actualité et puis aussi l'avenir, c'est-à-dire finalement vos projets pour d'autres politiques communes.

Mais avant d'entrer dans le détail de ces dossiers, en compagnie de Bruno Dethomas et de Philippe Lemaître pour le journal Le Monde, d'Olivier Mazerolle et de Jean-Yves Hollinger pour RTL, je voudrais, monsieur Delors, que vous nous disiez comment vous vivez ce passage d'une responsabilité nationale à une responsabilité européenne. Certes, selon la formule consacrée vous êtes et vous étiez bien avant d'arriver ici un Européen convaincu, mais, hier en charge d'intérêts nationaux, vous êtes aujourd'hui en charge d'intérêt que j'oserai appeler supranationaux. Et l'histoire de la construction européenne nous montre que faire coïncider les deux n'est pas toujours une mince affaire. Aujourd'hui, vous êtes Français d'abord ou Européen d'abord ?

FRANCAIS d'ABORD OU EUROPEEN D'ABORD ?

M. DELORS. - Puisque les intérêts de la France coïncident avec ceux de l'Europe, je ne souffre pas de schizophrénie pour l'instant.

Alexandre BALOUD. - Cela a toujours été le cas, cette coïncidence ?

3.

à la présidence de la Commission, je n'ai pas hésité, pour une raison de cohérence : on ne peut pas avoir dit pendant dix ans : "Pour l'Europe, c'est la survie ou le déclin", et refuser d'y mettre la main à la pâte.

LE RÔLE DE LA COMMISSION EUROPEENNE

Olivier MAZEROLLE. - Vous voilà donc ici, à Bruxelles. Mais quelle idée vous faites-vous précisément de votre rôle ? Tout à l'heure, vous n'avez pas tiqué quand Alexandre Baloud a dit : "Vous êtes pratiquement le premier ministre d'un gouvernement de l'Europe."

Alexandre BALOUD. - La formule est fausse, mais peut-être pouvez-vous nous expliquer quelle est l'étendue de vos pouvoirs et de ceux de la Commission

M. DELORS. - Bien entendu, je ne crois pas qu'il faille tomber dans les apparats. C'est très compliqué à expliquer, mais dans chacun de nos pays il y a un gouvernement, un parlement et une haute cour, une cour constitutionnelle. On retrouve cela dans le traité qui régit les rapports entre les pays européens. Le gouvernement, c'est le Conseil des ministres; le parlement, c'est l'Assemblée européenne; et la haute cour, c'est la Cour constitutionnelle, qui est à la fois, pour la France, une sorte de Conseil constitutionnel, un peu de Conseil d'Etat et un peu de Commission de la concurrence.

Alors, que vient faire la Commission, là-dedans ? C'est précisément le génie des auteurs du traité de Rome, qui se sont dit : "S'il n'y a pas un collège de gens profondément engagés dans la foi européenne qui rappellent, proposent ce qui convient pour l'Europe, la loi du genre fera que chaque gouvernement défendra ses intérêts ..." - on le comprend - " ... et, donc, l'organisme qui doit être le plus chargé d'esprit communautaire et le plus porteur d'espérances européennes, c'est la Commission."

Pour cela, on a donné trois moyens à la Commission. Elle doit garantir l'application du traité; elle peut donc citer devant la cour de justice un gouvernement, une entreprise ou un particulier. Elle doit exécuter des décisions de Conseil des ministres; donc il y a tout une tâche de gestion, qui est très lourde, notamment là où il y a de véritables politiques communes, comme dans l'agriculture. Enfin, elle a un droit d'initiative, c'est-à-dire qu'elle peut proposer, dans les limites du traité. Or le traité, je vous le rappelle, concerne essentiellement l'économique, le social et le financier.

5.

évidemment, c'est une vue à moyen et long terme, et c'est très difficile en politique d'intéresser les gens avec des vues à moyen et long terme. Mais c'est bien ça qui est en cause.

Philippe LEMAITRE. - Mais avez-vous l'impression que le temps du réveil a déjà commencé, c'est-à-dire que la prise de conscience de la nécessité de réagir, d'éviter le déclin a été suivie d'un début d'effet ?

M. DELORS. - Oui ! Je crois que votre question vient à propos. Il y a des périodes désespérantes et il y a des périodes un peu plus enthousiasmantes. Nous sommes dans celles-ci. Ce qui a été désespérant, par exemple, c'est tout ce qui a suivi le mandat du 30 mai 1980, qui a inauguré une période pendant laquelle les Européens se sont chamaillés, se sont lancés dans des querelles de famille, si bien qu'ils donnaient l'impression d'une maison dont le rez-de-chaussée était à peine construit : on entendait les cris de l'extérieur, mais on n'arrivait pas à faire le premier étage. Or, on a décidé il y a un an et demi, à Stuttgart, au Conseil européen, de résoudre ces querelles de famille. On est en train de le faire. Cela peut déblayer le terrain pour regarder l'avenir. Donc, il y a une période favorable. C'est le premier élément : volonté de régler les querelles de famille. Deuxième élément favorable : la prise de conscience dans les pays qui n'en étaient pas convaincus - citons concrètement, franchement, l'Allemagne - que si l'on ne s'unit pas, même l'Allemagne, qui a l'économie la plus puissante, n'arrivera pas à se comparer aux Américains, aux Japonais et aux Asiatiques. Le troisième élément, dont nous parlerons tout à l'heure, c'est que certains veulent aller plus loin. Donc, il faut une réflexion sur une nouvelle frontière - l'Europe politique - et de nouvelles institutions. Voilà la coïncidence qui est heureuse.

Jean-Yves HOLLINGER. - Qu'est-ce qui peut être fait ? Le chancelier Kohl a déclaré jeudi dernier qu'il allait annoncer un pas décisif sur le plan politique cette année. A quoi peut-il penser ?

M. DELORS. - Je pense que le chancelier Kohl et le Président de la République française ... Mais il n'y a pas qu'eux. Il ne faut pas oublier que la présidence en exercice est actuellement italienne et que les Italiens ont toujours figuré parmi les plus Européens. Il suffit de se rappeler le nombre de colloques consacrés à l'Europe, la participation aux élections européennes.

Philippe LEMAITRE. - Et les meilleurs freins sont où ?

M. DELORS. - Les freins, c'est dans la myopie des peuples.

Olivier MAZEROLLE. - Des peuples ou de leurs gouvernants ?

M. DELORS. - Des peuples aussi ! Des peuples et de leurs gouvernants. Les gouvernants ne sont jamais que le reflet des peuples. Un certain engourdissement de la volonté européenne : nous n'avons plus l'air d'avoir le dynamisme qui, après guerre, a fait que, nécessité de la reconstruction obligeant, nous nous battions.

Alexandre BALOUD. - Il faut dire que ça n'a pas toujours été très sexy, les travaux européens, pour créer un appétit de l'Europe. On passe son temps à comptabiliser des porcs, des litres de vin, des oeufs, du beurre, etc.

M. DELORS. - Mais, pour tous les gens qui en vivent, c'est très important.

Jean-Yves HOLLINGER. - N'y a-t-il pas besoin d'une mesure spectaculaire pour relancer cette Europe ?

M. DELORS. - Ecoutez, si vous connaissez la clef de la caverne d'Ali Baba, vous me la donnez, et on vous la paiera en ECU, assez cher. Moi, je ne la connais pas.

QUELS PROGRES DEPUIS STUTTGART ?

Olivier MAZEROLLE. - Tout à l'heure, vous disiez être un peu plus optimiste que vous trouviez que la période était plus favorable qu'elle ne l'était il y a quelque temps. Vous faisiez notamment allusion au conseil européen de Stuttgart. Or, dans les conclusions de ce Conseil, on peut lire que les Dix sont résolus, convaincus, déterminés. Ce sont quand même des termes extrêmement forts. On pourrait donc penser que les choses vont aller vite. Or, voilà un an et demi que s'est tenu ce Congrès. Et qu'a-t-on vu depuis Stuttgart, qu'en ressort-il ? On a créé un Comité qui est chargé de voir quelles institutions on pourrait créer, quelles nouvelles choses on pourrait faire, qui va peut-être permettre la création d'une réunion interministérielle

En revanche, notre rôle à nous, c'est de leur dire : "Ecoute, vous nous avez dit que vous aviez réglé vos querelles de famille. Eh bien, vous et vous, ce n'est pas le cas" ; "Dites donc, vous, vous vouliez être pour la discipline budgétaire et vous trouvez qu'on dépense trop, mais vous trouvez en même temps que l'augmentation des prix agricoles est insuffisante. Alors, que voulez-vous ? Y a-t-il deux voies dans votre pays ou une seule ? Comment voulez-vous faire l'Europe ?"

Cela, ça va être notre rôle. Cela ne va pas être plaisant. C'est de dire à chacun : vous venez de déclarer cela mais regardez votre attitude.

Philippe LEMAITRE.- Vous êtes en train d'évoquer les problèmes tout à fait immédiats, la fin de cette grande mutation.

M. DELORS.- Il est quand/^{même} important de savoir ce que je peux faire. Je vous dis : toujours indiquer l'écart qui existe entre ce que l'on dit et ce que l'on est disposé à faire. L'opinion publique jugera. Car, encore une fois, des discours proeuropéens, j'en ai entendu !

VERS UN GOUVERNEMENT EUROPEEN ?

Jean-Yves HOLLINGER.- Souhaitez-vous un rôle plus important pour la commission - celle-ci pourrait devenir, par exemple, un embryon de gouvernement européen ? Actuellement, chaque pays est, tous les six mois, à tour de rôle, Président du Conseil des ministres, mais que voulez-vous qu'un pays fasse en six mois ?

M. DELORS.- Pour l'instant, je me contente de l'instrument, qu'on nous a donné, à nous, les 14 commissaires. Je pense qu'avec cet instrument nous pouvons déjà faire du bon travail.

Olivier MAZEROLLE.- Mais comment se fait-il que vos prédécesseurs n'aient pas réussi à faire du bon travail ?

Vous allez faire la même chose que vos prédécesseurs : rappeler aux gouvernements qu'ils ne sont pas logiques avec eux-mêmes et que, dans certains cas, ils n'agissent pas en conformité avec ce qu'ils prétendent faire...

M. DELORS.- Il faudrait reprendre tous les pays et ce serait mieux de le faire dans une monographie écrite que dans une émission de radio - on ne peut pas ennuyer les gens.

Je dis que, s'il on veut être honnête, dans chaque pays, l'appartenance à la Communauté européenne s'est avérée au total, dans les domaines du traité - l'économique, le financier et le social - plutôt bénéfique. Pourquoi ? Parce que cela a stimulé les énergies, a donné quand même un peu un effet de dimension, parce que cela a donné à l'agriculture un potentiel qu'elle n'aurait jamais acquis sans cela, quels que soient les problèmes posés aujourd'hui. Cela nous a permis de parler de plus en plus d'une seule voie, mais si cette voie est encore faiblarde. Par conséquent, chaque pays y a gagné.

L'AU-DELA DU TRAITE DE ROME

Alexandre BALOUD.- Une autre question institutionnelle me vient à l'esprit : en évoquant souvent l' "au-delà" du traité, entendez-vous par là une modification des institutions dans un sens plus supranational ? plus intégrationniste ?

M. DELORS.- La question politique fondamentale est la suivante : nos pays veulent-ils partager ensemble le même destin ? Estiment-ils qu'un jour, pour ce qui sera des domaines qui sont le cœur de la souveraineté - les affaires étrangères, la sécurité interne, la défense, c'est-à-dire la sécurité externe, la monnaie - ils décideront en commun et formeront une union ?

Des chefs d'État actuellement au pouvoir et des chefs de gouvernement le préconisent à nouveau. C'est une ambition considérable mais c'est peut-être cela qui peut stimuler l'Europe et nous permettre de mieux résoudre nos problèmes actuels.

Cela, c'est un fait politique : il y a des chefs de gouvernement qui sont pour l'union européenne, comme je viens de la dire.

Deuxièmement, cette Europe a du mal à décider, pas simplement parce que les problèmes sont complexes. Le monde moderne a inventé la complexité. C'est déjà le cas dans un État national, alors imaginez-vous ce que c'est lorsqu'il faut concilier les législations, les aspirations, les traditions de dix pays. En dépit de cela, c'est à nous, commission, d'essayer d'atténuer cette complexité. C'est une tâche obscure mais qu'il faut faire.

qui seront les plus attaqués.

Pensez-vous qu'il soit possible de continuer à motiver les agriculteurs pour l'Europe avec une politique aussi restrictive ?

M. DELORS.- Ce qui est impossible en tout cas, c'est de continuer à produire des biens que l'on stocke sans espoir de vente ou que l'on jette à la décharge. Or, sur les 20 milliards d'ECU, c'est-à-dire 140 milliards de francs environ, que coûte la politique agricole dans son aspect gestion, ce sont 5 milliards d'ECU, c'est-à-dire 35 milliards de francs - le quart -, qui sont utilisés uniquement à stocker du beurre, de la poudre de lait ou bien à brûler des produits qu'on ne peut pas vendre. Ce n'est pas possible ! Ces 5 milliards d'ECU, on pourrait les utiliser autrement.

Je vous ai dit tout à l'heure que la politique agricole commune avait apporté à tous les pays, et même à ceux qui avaient la moindre vocation agricole, des perspectives de croissance considérables. Mais il est arrivé un moment où le serpent s'est en quelque sorte mordu la queue. Les principes sur lesquels était fondée la politique agricole commune ne pouvaient générer que la surproduction. Bien sûr, on essaie de vendre à l'étranger, vous savez au prix de quels conflits avec nos partenaires, dans une concurrence aiguë

Par conséquent, il fallait infléchir la pente. Et c'est le geste courageux qui a été fait entre le sommet de Stuttgart et aujourd'hui par les Ministres de l'agriculture eux-mêmes.

Les propositions de prix que nous avons formulées cette année se situent dans le droit fil de cette politique. A quoi cette politique vise-t-elle ? A essayer d'éviter de jeter à la décharge des produits qu'on ne peut pas consommer, d'éviter de stocker sans espoir de vendre et, au contraire, de réorienter la production agricole, dans toute la mesure du possible, vers ce qui se vend et ce qui se vend bien.

Philippe LEMAITRE.- Et vous croyez que cela est tenable pour les agriculteurs ? Ne pensez-vous pas que la potion va être trop amère ?

M. DELORS.- Le commissaire à l'agriculture a présenté une évolution des revenus agricoles dans chaque pays. Nous ne sommes pas à la télévision mais je dirai cependant qu'on s'aperçoit que les agriculteurs, au total, n'ont pas plus contribué à la solution de la crise que les autres et même que, ces deux dernières années, le revenu agricole s'est redressé.

Jean-Yves HOLLINGER.- Il faut donc moderniser les installations agricoles ? ...

M. DELORS.- Soutenir le revenu agricole, cela veut dire que l'on considère que l'agriculteur non seulement produit des biens indispensables mais qu'il est en plus un agent économique indispensable pour maintenir la vie dans certaines régions, la vie dans de petites communes, pour entretenir la nature et défendre l'environnement. Après tout, nous avons changé de monde. La deuxième révolution industrielle a été orientée vers les biens de consommation durables, un formidable transfert des campagnes vers les villes. Le modèle de développement de demain sera tout à fait différent.

Olivier MAZEROLLE.- C'est-à-dire un complément de revenus offert par la Communauté européenne ?

M. DELORS.- Offert par la politique agricole européenne. J'espère que ce ne sera pas au niveau national. Car à quoi bon faire une politique industrielle commune si l'on défait la politique agricole commune ?

L'ENTREE DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL DANS LA COMMUNAUTE

Alexandre BALOUD. - Cette modernisation de la politique agricole commune est d'autant plus urgente que le 1er janvier prochain, l'Espagne et le Portugal doivent rejoindre la Communauté. A ce sujet, vous avez déclaré au journal "Le Soir" qu'on était à deux doigts de l'accord. S'est-on aujourd'hui encore rapproché de cet accord ?

M. DELORS. - Avec l'action agissante de mon collègue M. Natali, on est prêt du but, si l'on veut bien arrêter de faire du cinéma d'un côté et de l'autre.

Alexandre BALOUD. - Qu'appellez-vous "faire du cinéma" ?

M. DELORS. - L'un des drames de l'Europe, c'est que chaque pays membre vient au conseil des ministres - ne parlons pas du Conseil européen, révérence gardée - et puis il y a des fuites dans la presse. Cela me rappelle une anecdote : ma mère m'emmenait place de la Bastille où trois montreurs de foire se défiaient du regard et disaient : "Cinquante centimes de plus et je lève des poids plus lourds !" On a l'impression que le forum européen est devenu un forum de montreurs de foire. Il faut arrêter cela. Comment ces gouvernements veulent-ils faire l'Europe si chaque fois qu'il y a quelque chose qui va mal, c'est la faute de l'Europe alors que quand tout va bien, c'est parce qu'ils ont fait triompher leur point de vue sur celui d'autres pays ? Il y a de l'incohérence dans tout cela !

Olivier MAZEROLLE. - Faut-il élargir dans ces conditions, car bientôt vous aurez douze montreurs de foire au lieu de dix ?

M. DELORS. - L'élargissement procède d'une volonté politique dans ce qu'elle a de plus noble. Deux jeunes démocraties vont entrer dans le cercle de la Communauté. Cette décision politique vaut bien quelques sacrifices matériels car elle est d'une importance considérable.

Olivier MAZEROLLE. - Mais à dix, l'Europe a déjà beaucoup de mal à décider.

M. DELORS. - Compte tenu de ce qu'est le vice fondamental, c'est-à-dire l'écart qui existe entre ce que l'on dit et ce qu'on est disposé à faire et l'évolution insidieuse vers ce jeu de montreur de foire, ce ne sera pas plus terrible à douze qu'à dix. Le mal est le même.

FAUT-IL AUGMENTER LA CONTRIBUTION DES ETATS ?

Alexandre BALOUD.- Appartient-il à la Commission de proposer une augmentation des ressources ?

M. DELORS.- Nous l'avons fait.

Alexandre BALOUD.- L'élargissement apportera-t-il des ressources supplémentaires ?

M. DELORS.- Les premières années, plus de dépenses que de recettes.

Alexandre BALOUD.- Allez-vous demander aux gouvernements l'augmentation de leur contribution T.V.A. ?

M. DELORS.- Il a été décidé de porter cette contribution à 1,4 % puis à 1,6 %. Nous sommes en train de faire des prévisions en fonction des politiques que nous voulons mener. Si cela ne suffit pas, nous utiliserons notre droit d'initiative pour demander davantage d'argent. Si l'on nous oppose la discipline budgétaire, je répondrai : "Il y a erreur sur la qualité de la marchandise ; nous ne parlons pas de la même chose. Exigez de nous que nous gérons bien l'argent que vous nous donnez. Exigez de nous que nous entreprenions les réformes nécessaires pour mieux utiliser cet argent. Proposez nous des économies. Mais lorsque l'Europe veut franchir un pas nouveau et qu'elle veut se doter des moyens pour y parvenir, on doit les lui donner."

Olivier MAZEROLLE.- Comment sortir de l'impasse si, en 1985, on ne veut pas vous donner davantage d'argent ?

M. DELORS.- C'est une affaire entre les gouvernements. Dans une sorte de cercle vicieux qui caractérise les rapports qu'ils ont entre eux et que la Commission doit dénoncer, ils ont subordonné telle décision à un préalable. Pour augmenter les ressources propres, les Allemands veulent que l'élargissement soit certain, les Anglais veulent un chèque, les Grecs veulent des programmes méditerranéens de bon niveau. C'est une diplomatie metternichienne. Ce n'est pas une Communauté ; ils vivent comme dans un ensemble intergouvernemental.

Olivier MAZEROLLE.- Comment faire pour faire bouger tout cela ?

monétaire européen. Il faut le dire franchement pour que les choses soient claires. Si tel n'était pas le cas, leurs exportations à l'égard de l'Europe seraient peut-être inférieures de 20 % à ce qu'elles sont; quel serait leur taux de croissance? Quel serait leur taux de chômage? Ils doivent considérer tout cela. Les Allemands ne peuvent pas dire : nous payons trop et demander davantage d'Europe. Ils ne peuvent pas demander la discipline budgétaire et de très fortes hausses des prix agricoles. Mais je ne les mets pas devant le tribunal car chaque pays a ses contradictions.

Dans cette affaire de l'acier, la France et l'Italie ont besoin d'un délai. Nous allons essayer d'envelopper cela dans un paquet global. Il faut sortir de l'idée selon laquelle c'est à cause de l'Europe qu'on supprime des emplois dans la sidérurgie car s'il n'y avait pas eu la C.E.C.A., ce serait pire encore. C'est pourquoi je regrette depuis trois, quatre ans qu'il n'y ait pas une politique européenne de reconversion des régions dominées par l'acier. Pour ^{éviter} que les travailleurs de ces régions ne désespèrent - il faut voir comment se défont les villes de ces régions -, il aurait fallu un grand programme européen de reconversion. Je vais voir si ce n'est pas trop tard bien que ce soit tardif.

LES PRIORITES D'AVENIR

Alexandre BALOUD. - Comme vous l'avez montré dans votre discours devant le Parlement, vous vous donnez pour tâche de dynamiser l'Europe en lui proposant des perspectives. Quelles sont vos grandes priorités pour l'avenir?

M. DELORS. - Premièrement, créer un grand marché...

Jean-Yves HOLLINGER. - Un marché commun?

M. DELORS. - ...un grand marché commun visible et concret pour les citoyens.

Alexandre BALOUD. - Que je puisse acheter dans n'importe quel pays de la Communauté ce dont j'ai besoin?

M. DELORS. - Oui, circuler, échanger librement, pouvoir acheter l'essence là où elle est moins chère, le citoyen saura qu'il appartient à ce grand ensemble et qu'il en tire un profit même matériel.

Troisièmement, une organisation monétaire approfondie, à partir de ce qui existe, qui a bien marché, et qui nous permette d'avoir notre mot à dire dans le monde. Depuis trente-huit mois, nous dénonçons le désordre monétaire mondial, avec plus ou moins de force, nous disons que les bonds du dollar, que les mouvements erratiques des monnaies, tout ce désordre empêchent le monde d'aller mieux, les pays du Sud et les pays endettés de résoudre leurs problèmes, le commerce de croître. Mais pour pouvoir aller plus loin, pour faire la démonstration, il faut que nous puissions offrir une monnaie internationale. Ce sera l'ECU.

Quatrièmement, il faut également que dès demain l'Europe devienne plus crédible, c'est-à-dire que dans nos politiques économiques à court terme nous fassions le maximum pour montrer que l'Europe est utile. A quoi bon expliquer au travailleur, aujourd'hui menacé dans son emploi, au jeune de vingt ans qui sort de l'école, que dans dix ans nous aurons un grand marché, que nos entreprises se seront réconfortées, que nous aurons une monnaie commune, si entre-temps il n'a aucune chance de voir une éclaircie à l'horizon, un peu de ciel bleu ?

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Olivier MAZEROLLE. - Il y a environ 13 millions de chômeurs dans l'ensemble de la Communauté européenne. Récemment, M. Fabius a déclaré à Bruxelles, lors d'une conférence, qu'il faudrait un plan européen pour l'emploi. Est-ce une bonne idée ?

M. DELORS. - Il faut expliquer aux Européens que nous devons adapter notre appareil de production aux meilleurs, mais en même temps que nous devons dès demain faire un peu mieux en matière de croissance et de création d'emplois. On peut faire un peu mieux si nous sommes cohérents dans nos politiques et plus solidaires. Dans tous les pays, même chez ceux qui étaient le moins enclins à réaliser de telles prouesses, des progrès ont été accomplis dans la lutte contre l'inflation, dans l'équilibre des échanges extérieurs et dans l'accroissement de la compétitivité. Aujourd'hui, nous devons faire un pas de plus. Il y a

Dans un monde où certains prônent la révolution, le chaos de la société, et où d'autres exaltent l'individu en disant : laissez gagner les meilleurs, tant pis pour les autres, le message européen. Si nous voulons garder notre identité, nous devons aussi pratiquer la culture comme cela, c'est-à-dire la culture du vécu, ce que je sais, moi sur mon identité, sur moi-même, sur mon passé, sur ce que nous pouvons :

Voyez-vous, quand je parlais de survie ou de déclin, je pensais au-delà de l'économie, à l'identité de cette Europe. Aujourd'hui, nous sommes traversés par des courants intellectuels qui ^{nous} sont étrangers, qui n'appartiennent pas à notre tradition. Redevenons nous-mêmes, reprenons confiance en nous-mêmes. M. Baloud a eu raison de le dire : il s'agit là d'une démarche culturelle, ou, si vous préférez, d'une démarche politique, au sens le plus noble du terme.

Ce qui doit nous motiver, c'est la recherche dans notre patrimoine, qui est sans doute le plus riche de l'humanité, des ressources nécessaires, des références humanistes qui nous permettent à la fois de triompher de nos difficultés économiques et surtout de trouver pour demain un modèle de société qui fasse que l'individualisme ne soit pas triomphant, que la politique ait encore un sens et que la démocratie progresse. La démocratie, vous le savez, est en danger constant. C'est le moins mauvais des régimes disait Churchill. Pour la conforter, il lui faut une âme, que nous puiserons dans notre passé.

M. DELORS A-T-IL DIT ADIEU A LA VIE POLITIQUE FRANCAISE ?

Alexandre BALOUD. - Vous occupez à Bruxelles un poste qui vous interdit bien sûr de vous ingérer dans la vie politique française. Mais ce poste ne constitue peut-être pas un adieu définitif à la vie politique française ?

M. DELORS. - Je suis venu ici parce que je n'ai pas voulu terminer ma carrière professionnelle sans être en accord avec mes idées : j'ai été de l'Europe de l'idéal, j'ai plaidé pour l'Europe de la nécessité. Je me suis dit : puisqu'on fait appel à moi, allons-y. Je suis entièrement sur cette tâche. Le reste ne m'intéresse pas. C'est pourquoi, je dors paisiblement et travaille sereinement.